



HAL
open science

REPRESENTATIONS DES MODALITES D'EVACUATION ET DES ESPACES REFUGES EN CAS DE CRISE VOLCANIQUE

Magali Mas, Frédéric Leone

► **To cite this version:**

Magali Mas, Frédéric Leone. REPRESENTATIONS DES MODALITES D'EVACUATION ET DES ESPACES REFUGES EN CAS DE CRISE VOLCANIQUE. 25ème CONFERENCE CARTOGRAPHIQUE INTERNATIONALE, Jul 2011, Paris, France. hal-03138292

HAL Id: hal-03138292

<https://hal.science/hal-03138292>

Submitted on 11 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

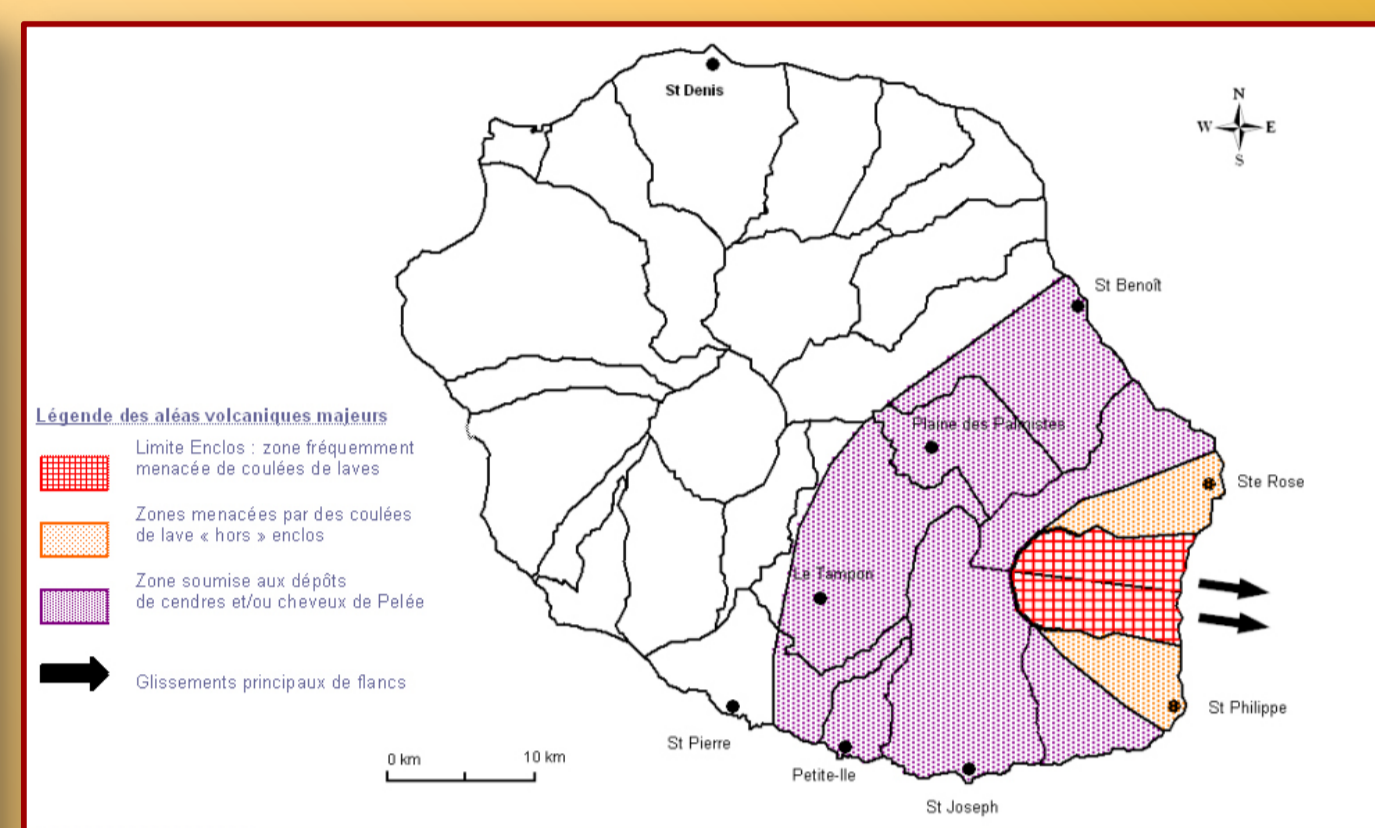
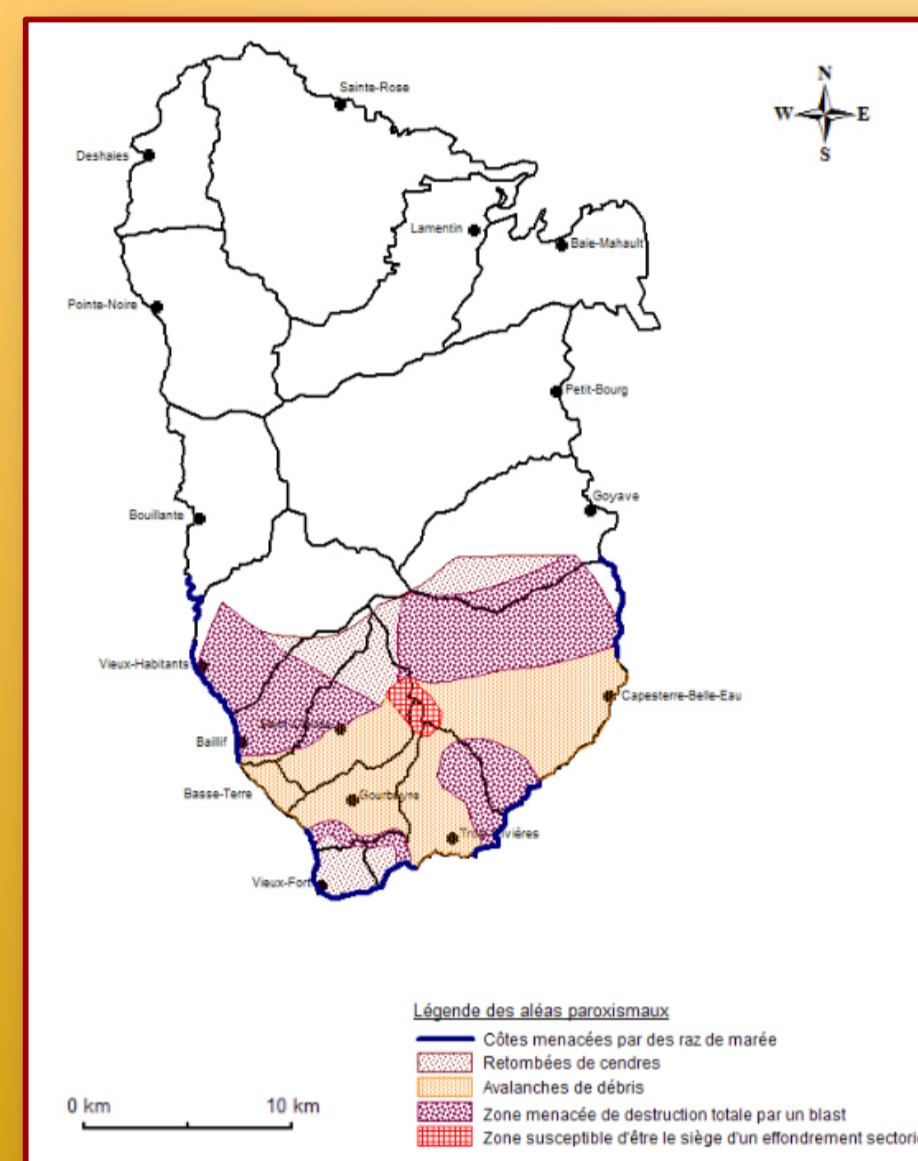


REPRESENTATIONS DES MODALITES D'EVACUATION ET DES ESPACES REFUGES EN CAS DE CRISE VOLCANIQUE

- Etude comparée Guadeloupe et Réunion -

Problématique

La Guadeloupe et la Réunion sont deux départements français d'outre-mer soumis au risque volcanique. Quelles seraient les réactions des populations concernées en cas de nouvelle évacuation massive ? Quels sont les lieux de replis envisagés par ces habitants menacés ? Certains facteurs socioculturels vont-ils apparaître déterminants dans le choix d'une mobilité d'urgence ?



Cartes des aléas volcaniques générés par la Soufrière de Guadeloupe et le Piton de la Fournaise à la Réunion

Les populations du sud-est de la Réunion dans l'Océan Indien et du sud de l'île de Basse-Terre en Guadeloupe sur l'Arc des Petites-Antilles sont quotidiennement soumises à un risque volcanique majeur. L'activité du Piton de la Fournaise est intense, le volcan entrant en éruption deux à trois fois par an depuis 1999. La Soufrière de Guadeloupe est, quand à elle, en phase de réveil et de type explosif ; la vulnérabilité des territoires et de leurs habitants est élevée.

Méthodologie

- Diagnostic** : approche *a priori* de la crise qui s'inscrit dans une démarche d'évaluation du risque de catastrophe dans un but d'anticipation des effets de cette dernière et donc de prévention.
- Echantillonnage** : méthode aléatoire.
- Enquêtes** : adaptées selon les spécificités de chaque population étudiée ; 661 en Guadeloupe, 374 à la Réunion (enquêtes auprès de la population et de jeunes scolarisés).
- Entretiens** auprès des institutionnels et des autorités en charge de la gestion de crise.

1976...
une éruption phréatique débute, engendrant un nuage de cendres volcaniques épais. Les populations du sud de la Basse-Terre sont évacuées vers des zones d'abri et y resteront plusieurs mois...

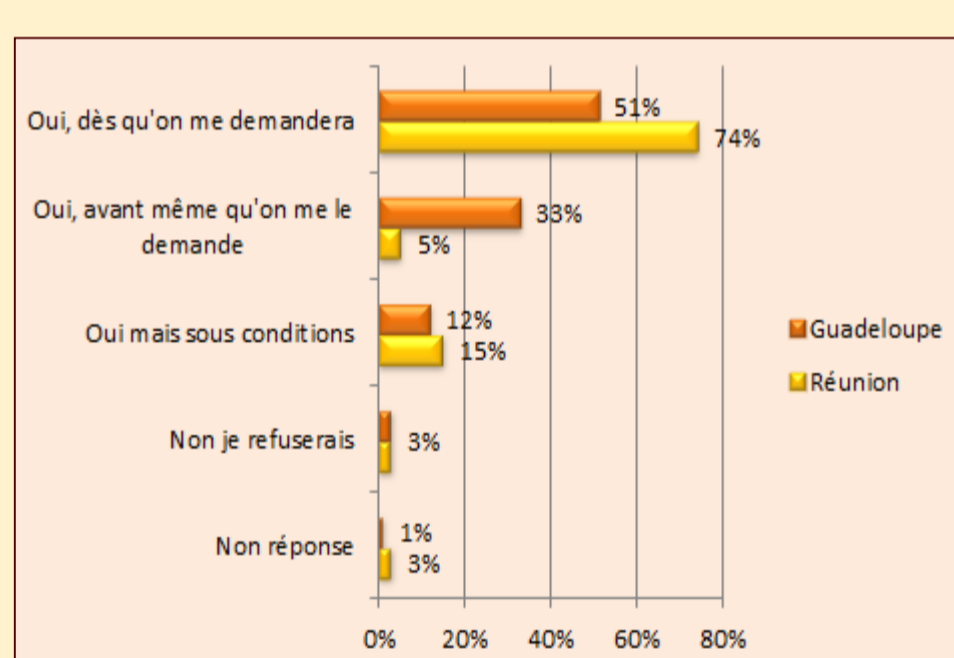
De nombreuses polémiques sont apparues entre politiciens et volcanologues. L'éruption paroxysmale annoncée par une jeune chercheuse croyant avoir décelé du verre frais lors d'un relevé de terrain, mais contestée par d'autres scientifiques plus chevronnés, ne s'est pas produite. Toutefois, par mesure de prudence, les autorités ont ordonné l'évacuation de 72 000 personnes potentiellement menacées. L'éruption de la Soufrière est cependant restée au stade d'éruption phréatique. L'évacuation de la population a duré entre trois et cinq mois; ce phénomène sismo-phréatique a été à l'origine d'une crise socio-économique et politique importante pour toute la Guadeloupe.



EVACUATION OU REFUS ?

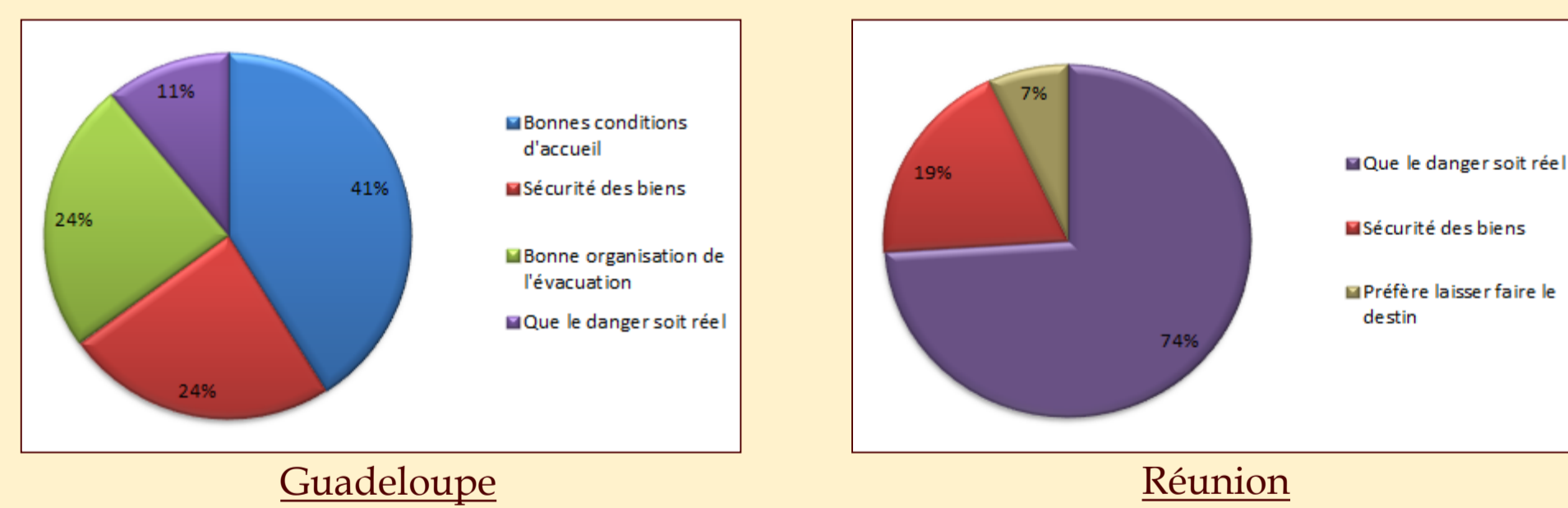
Nous nous intéressons ici à l'un des thèmes étudiés : la mobilité des personnes menacées en cas de crise volcanique importante. Quelles seraient les réactions premières si une nouvelle éruption majeure débutait, présentant un risque pour les individus vivant à proximité ? Entre évacuation spontanée et attente d'instructions officielles, quels seraient leurs choix ? Vers quelles zones d'abri les populations se replieraient-elles ?

❖ En cas d'éruption menaçant votre commune, accepteriez-vous d'évacuer si les autorités vous le demandaient ?



Remarquons qu'en Guadeloupe près d'un tiers des habitants, envisagerait de partir vers un lieu d'abri avant même que les autorités ne leur en fasse la demande. Lors d'entretiens plus informels que les enquêtes, nous avons pu constater que les souvenirs de l'éruption phréatique de 1976 et de l'évacuation qui a suivi étaient bien souvent la cause de ce choix. Depuis ces événements, la confiance envers les décisions des pouvoirs publics est incertaine. Seule une faible part des réunionnais menacés prendrait la même décision, celle d'évacuer avant d'en avoir reçu l'autorisation. La question de confiance envers les autorités est également mise en avant. Cependant le caractère effusif du Piton de la Fournaise peut expliquer la tendance plus générale d'attendre les instructions des autorités de la part des habitants du sud-est de l'île.

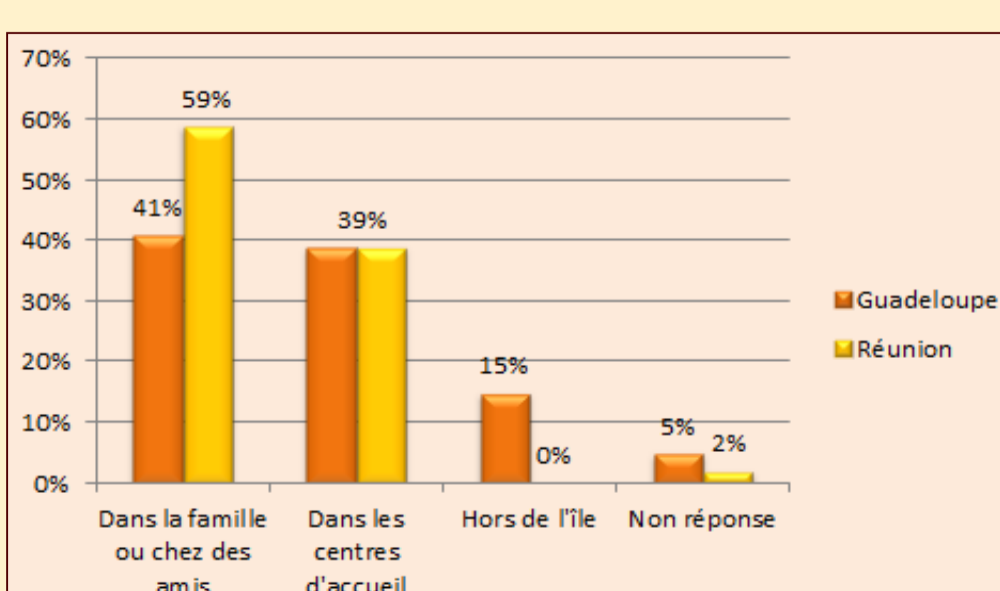
❖ Quelles seraient les conditions à votre évacuation ou pourquoi refuseriez-vous de rejoindre une zone d'abri ?



A la Réunion comme en Guadeloupe, les habitants souhaitent que le danger qui les menace soit avéré. La confiance limitée envers les informations que les pouvoirs publics leur livrent est mentionnée. Mais cette condition retient une proportion de population bien plus importante à la Réunion. Dans un premier temps, le rapport des individus vis-à-vis de leur volcan crée la différence. Le type de volcanisme de chacun, effusif à la Réunion et explosif en Guadeloupe est l'élément engendrant des divergences dans les représentations du risque.

Ainsi, à la Réunion, les habitants avouent se faire leur propre jugement du danger grâce à des « balades » officielles régulières dans les forêts entourant l'Enclos volcanique. Quelques individus sont envoyés par le reste du groupe et tentent d'évaluer par eux-mêmes la proximité et la progression de l'aléa qui les menacerait en cas d'une éruption du Piton de la Fournaise : la coulée de lave hors Enclos. En Guadeloupe la proportion est moindre car les aléas engendrés par la Soufrière sont moins prévisibles et plus soudains. Mais la crainte d'une nouvelle « fausse alerte » inquiète tout de même une petite part des habitants qui ne veulent plus subir inutilement de grands changements dans leur mode de vie.

❖ Quels seraient les premiers lieux de refuge des populations en transit ?



Une part non négligeable des guadeloupéens interrogés quitterait leur île (15%), souvent définitivement. Les Saintes, la Guyane ou encore la métropole seraient leurs destinations privilégiées. A la Réunion, personne n'a validé ce choix. La Réunion ne possède pas de dépendances comme la Guadeloupe. Il n'y a pas non plus d'autres terres françaises à proximité et la métropole se situe à près de 10 000 km de l'île.

ZONE REFUGE SELON LE LIEU DE VIE

Nous prenons pour acquis que tout être humain entretient un rapport avec son lieu de vie. Ce rapport prend son sens quand l'individu se réfère à une culture collective territorialisée. L'attachement aux lieux, l'appartenance et l'identification à la commune, à la ville, que l'on peut considérer comme une des composantes de l'identité humaine, correspondent à un lien personnel et significatif avec toute une communauté ou un milieu biophysique. Ce lien provient de l'interaction de facteurs affectifs, cognitifs, sociaux et culturels. Des sentiments de sécurité, de familiarité et de contrôle émanent de cet attachement. On se reconnaît une appartenance aux gens, aux paysages ou aux valeurs associées à sa communauté.

La Grande-Terre et plus précisément Pointe-à-Pitre, le chef-lieu, et ses communes voisines représentent le choix de refuge préférentiel pour les habitants des quatre communes retenues. Communautés urbaines actives elles sont susceptibles d'offrir des emplois si la durée d'évacuation devait se prolonger. Peu de communes de la Basse-Terre sont sélectionnées comme zones d'abri. Deux villes par exemple selon les habitants de Saint-Claude et de Capesterre et trois pour ceux de Bouillante.



Les habitants de Basse-Terre ne souhaitent pas s'éloigner de leur lieu de vie ; D'autres projettent de se mettre à l'abri à Vieux-Fort ou à Bouillante alors qu'elles comptent parmi les communes menacées. Cependant, Vieux-Fort possède une situation d'abri relative grâce au relief montagneux qui s'élève entre l'édifice volcanique et le petit village. Une partie du territoire de Bouillante par contre est réellement menacé en cas de crise volcanique de forte intensité. Une partie des habitants de Saint-Claude la considèrent eux aussi comme une zone d'abri.

Ce choix de la part de deux anciennes communautés évacuées résulte vraisemblablement des souvenirs liés à l'éruption de 1976. En effet, Bouillante avait alors été une commune d'accueil. Les villes du nord de la Basse-Terre qui ont connu le même statut sont d'ailleurs aujourd'hui préférentiellement choisies ; c'est le cas de Pointe Noire ou de Sainte-Rose.

Les habitants de Bouillante ne s'éloignent pas trop en désignant la commune limitrophe, Pointe Noire et les suivantes : Deshaies et Sainte-Rose. Nous pouvons remarquer qu'ils se répartissent de façon assez homogène mais également qu'aucun d'entre eux ne se réfugiera sur Pointe-à-Pitre et Gosier, comptant pourtant dans les principales villes de Grande-Terre.

Les habitants de Capesterre-Belle-Eau tendent à migrer vers Petit-Bourg, leur ville voisine en Basse-Terre mais ce sont les communes de Grande-Terre qui sont essentiellement désignées comme lieux de refuge.

L'approche comparative Guadeloupe - Réunion fait apparaître certains points de divergence tant en terme de représentations que d'évacuation. Ils sont liés au type de volcanisme, au rapport des individus à leur volcan, à la mémoire d'une catastrophe traumatisante qui influence grandement les réactions et les décisions des populations. L'analyse spatiale montre que les guadeloupéens disposent d'une plus grande facilité à quitter temporairement leur lieu de vie par la présence d'autres îles françaises dans l'archipel. Pour les réunionnais, un départ vers la métropole n'est souvent pas envisageable du fait de la distance et du coût. Le lieu de vie est déterminant par la constitution d'une mémoire collective ou d'une volonté de résilience et d'« oubli » transmise par le groupe. L'enjeu social et politique est crucial ; il s'agit de mettre en adéquation les représentations mentales et les aléas scientifiquement identifiés pour que les populations prennent conscience de l'existence du risque et de sa juste mesure. Une culture « contrôlée » du risque visant le public scolaire permettrait une anticipation et une prévisibilité des réactions. Les premiers résultats d'enquêtes menées auprès de jeunes scolarisés permettent d'ores et déjà de penser qu'une telle action de prévention ciblée serait déterminante dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans de prévention et de gestion du risque volcanique cohérents et efficaces.

BIBLIOGRAPHIE : BECERRA & PELTIER (2009) - La vulnérabilité sociétale aux risques naturels et aux problèmes environnementaux : Comprendre pour réduire (pp.5-8). In : Risques et environnement : Recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés (2009) Sous la direction de Sylvia BECERRA et Anne PELTIER.
 D'ERCOLE & RANCON (1994) - La future éruption de la Montagne Pelée : Risque et représentations - *Mappemonde*, N°4, p.31-36.
 MAS, LEONE (2006) - Des Mascareignes aux petites-Antilles, perceptions et représentations du risque volcanique. Entre craintes, croyances populaires, vécu et fascination ». Colloque International Villes et Volcans, décembre 2006, Clermont Ferrand.
 MAS (en cours) - Caractérisation de la vulnérabilité humaine face au risque volcanique en milieux insulaires : Etude comparée Iles de la Réunion, Guadeloupe et Martinique. Thèse de Doctorat, Université Paul Valéry, Montpellier (France).